

RCS : TARASCON

Code greffe : 1305

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TARASCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 00429

Numéro SIREN : 504 124 801

Nom ou dénomination : NGE

Ce dépôt a été enregistré le 19/10/2021 sous le numéro de dépôt 5572

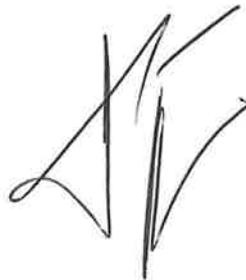
NGE SAS

**PARC D'ACTIVITES DE LAURADE
13103 SAINT ETIENNE DU GRES**

504 124 801 RCS TARASCON

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

**CERTIFIES CONFORMES
Le Président
Société PROMETHEE GROUP
Représentée par Antoine METZGER**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'AM', located below the text of the president's name.

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 162 867	2 832 050	4 330 817	3 620 238
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	143 000	143 000		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	44 923	17 113	27 811	2 105
Autres immobilisations corporelles	7 725 400	3 386 947	4 338 453	404 666
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	2 360 426		2 360 426	1 110 385
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	245 737 790	48 347 530	197 390 260	201 383 644
Créances rattachées à des participations	1 863 750		1 863 750	2 630 164
Autres titres immobilisés	1 027 753		1 027 753	1 776 863
Prêts	41 817 364		41 817 364	26 550 680
Autres immobilisations financières	87 839 111		87 839 111	87 828 062
ACTIF IMMOBILISE	395 722 384	54 726 640	340 995 745	325 306 808
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				107 870
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	15 731 711		15 731 711	20 519 853
Autres créances	418 258 926	2 000 000	416 258 926	378 272 356
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	121 828 692		121 828 692	10 042 232
(dont actions propres : 1 828 692)				
Disponibilités	303 635 812		303 635 812	203 413 845
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 516 655		1 516 655	1 126 613
ACTIF CIRCULANT	860 971 796	2 000 000	858 971 796	613 482 769
Frais d'émission d'emprunts à étaler	3 546 168		3 546 168	3 074 971
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 267 647		1 267 647	270 218
TOTAL GENERAL	1 261 507 995	56 726 640	1 204 781 356	942 134 766



Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 47 761 368)	47 761 368	52 580 056
Primes d'émission, de fusion, d'apport		22 648 250
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	4 820 009	5 258 006
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	484 342	484 342
Report à nouveau	35 680 504	34 414 935
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	26 582 364	17 036 492
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 810 796	1 278 408
CAPITAUX PROPRES	117 139 383	133 700 489
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 267 564	270 218
Provisions pour charges	5 870 574	8 185 541
PROVISIONS	9 138 138	8 455 759
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	71 276 042	71 280 225
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	404 068 713	158 144 870
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	124 929 597	98 931 740
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 203 755	6 469 038
Dettes fiscales et sociales	32 972 156	34 695 305
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 528 032	19 662
Autres dettes	434 414 585	430 436 961
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	1 078 392 879	799 977 802
Ecart de conversion passif	110 955	717
TOTAL GENERAL	1 204 781 356	942 134 766



Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	79 812		79 812	-357 526
Production vendue de services	64 491 146		64 491 146	68 769 168
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 570 958		64 570 958	68 411 642
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 673 080	2 474 066
Autres produits			30 130 920	16 911 584
PRODUITS D'EXPLOITATION			99 374 958	87 797 292
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			14 261	5 287
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			32 639 896	29 988 857
Impôts, taxes et versements assimilés			2 231 259	1 939 500
Salaires et traitements			22 276 640	18 948 324
Charges sociales			14 317 283	12 296 438
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 660 670	1 569 618
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				852 393
Autres charges			62 320	165 140
CHARGES D'EXPLOITATION			76 202 328	65 765 558
RESULTAT D'EXPLOITATION			23 172 630	22 031 734
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			2 819	8 702
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			27 908 781	18 829 773
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 600 844	3 733 834
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			386 000	912
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			31 895 625	22 564 519
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			997 346	679 748
Intérêts et charges assimilées			9 819 612	7 673 604
Différences négatives de change			116 231	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			10 933 189	8 353 352
RESULTAT FINANCIER			20 962 436	14 211 167
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			44 137 885	36 251 604



Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	206 524	73 374
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 638 050	1 835 414
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	7 654 408	2 166 351
PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 498 982	4 075 139
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 623 712	11 225 021
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 344 889	4 430 586
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	22 630 897	10 425 541
CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 599 499	26 081 148
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-21 100 517	-22 006 010
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	536 335	97 160
Impôts sur les bénéfices	-4 081 331	-2 888 058
TOTAL DES PRODUITS	142 772 383	114 445 652
TOTAL DES CHARGES	116 190 020	97 409 160
BENEFICE OU PERTE	26 582 364	17 036 492



Annexe



ANNEXE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Opérations sur le capital :

- 05 février 2020 : acquisition par NGE de 547 496 actions propres appartenant à BPI Finances afin de réaliser une réduction de capital.
- 06 février 2020 : afin de financer cette réduction de capital, NGE a souscrit un emprunt adossé à son patrimoine immobilier logé au sein de sa filiale Foncière des Alpilles à hauteur de 32.6 millions d'euros.
- 23 mars 2020 : rachat de 15 500 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.
- 03 juillet 2020 : rachat de 17 240 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.
- 28 septembre 2020 : rachat de 22 100 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.

Après ces multiples opérations en capital, notre capital s'établit à 47 761 368 € divisé en 5 970 171 actions de 8 € de valeur nominale.

Titres :

- Cardinal Edifice : NGE a décidé d'augmenter le capital de 7 000 000 € puis de le réduire de 789 880 €. Le capital de Cardinal est fixé à 6 837 180 €, divisé en 97 674 actions de 70 €.
- Agilis : NGE a décidé d'augmenter le capital de 3 038 000 € puis de le réduire de 1 488 000 €. Le capital d'Agilis est fixé à 2 852 000 €, divisé en 92 000 actions de 31 €.

Abandon de créances :

La société NGE a octroyé un abandon de créances à sa fille la société NGE FONDATIONS avec une clause de retour à meilleur fortune. Les conditions de ce retour étant remplies, NGE FONDATIONS a remboursé 3 628 049 €.

Transmission Universelle de Patrimoine :

En date du 23 octobre 2020, NGE décide de dissoudre par anticipation la société Holding SLDERA. NGE détenant la totalité des actions, il a été possible de recourir à la méthode de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), comme prévu par les dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil.

Covid 19 :

Le 11 mars 2020, l'épidémie COVID-19 a été classifiée en pandémie mondiale. Une cellule de crise a été immédiatement constituée au sein de NGE. Notre société comme l'ensemble de son Groupe s'est attachée à conjuguer la sécurité sanitaire de ses collaborateurs et intervenants sur ses sites et la continuité opérationnelle de ses activités essentielles. Le confinement de la population au niveau national a débuté le 17 mars 2020.



Devant la gravité des conséquences de cette crise sanitaire et devant l'impossible pour notre société de faire respecter les gestes barrières, l'ensemble des chantiers a été arrêté le 17 mars 2020. Par conséquent, de nombreux collaborateurs ont été placés en situation de chômage partiel. Ces derniers ont repris progressivement leur activité courant mai 2020.

Des mesures conservatoires ont été prises dès la survenance de la pandémie pour préserver la liquidité du Groupe, avec notamment la suppression de la distribution des dividendes, le report d'échéances d'emprunts et crédit baux. De plus le Groupe a renforcé sa ligne de liquidité avec un Prêt Garanti par l'Etat souscrit auprès de son pool bancaire habituel le 16 juin 2020 d'un montant de 200 millions d'euros.

Cette pandémie mondiale a entraîné pour notre société :

- un report des délais de réalisation des chantiers dans nos filiales entraînant un décalage du chiffre d'affaires,
- un cout de chômage partiel de 149 142 euros (compte 641460),
- une aide de l'Etat au titre du chômage partiel de 142 282 euros (compte 641900),
- Les coûts liés aux gestes barrières représentent 2 690 736 euros.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC n°2014-03 à jour à l'arrêté des comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. Immobilisations incorporelles

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont composées notamment de logiciels amortis sur une durée de 1 à 10 ans.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux,



remises, escomptes de règlements obtenus ou à leur coût de production. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien :

- Agencements – aménagements	5 à 10 ans
- Matériel de bureau	3 à 10 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans

Le montant amortissable d'un actif peut être diminué de la valeur résiduelle. Cette dernière n'est toutefois prise en compte que lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

Les différences d'amortissement entre les amortissements calculés sur les durées d'usage et les amortissements calculés sur les durées d'utilisation font l'objet d'amortissements dérogatoires enregistrés en charges exceptionnelles et au passif du bilan en provisions réglementées.

2.3. Cessions d'immobilisations

Les plus ou moins-values résultant des cessions d'immobilisations corporelles sont enregistrées dans le résultat d'exploitation.

2.4. Participations et valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport. Conformément à la réglementation comptable sur les actifs, l'entreprise a choisi d'incorporer les frais accessoires au coût d'acquisition des immobilisations financières.

Les frais d'acquisition des titres font l'objet d'amortissements dérogatoires enregistrés en charges exceptionnelles et au passif du bilan en provisions réglementées, l'amortissement est calculé sur une base de 5 ans en mode linéaire.

Les Valeurs Mobilières de Placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Les Autres Immobilisations Financières contiennent les malis techniques dédiés aux titres de participation en vertu de la directive comptable unique du 01/01/2016.

2.5. Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, le poste créances inclut notamment :

- Le poste clients correspond à des situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou prestations,
- les facturations à établir correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.6. Autres Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

2.7. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au



cours de fin d'exercice. La contrepartie des dettes et créances ainsi évaluées figure en écarts de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision.

2.8. Sociétés en participation (SEP)

Les résultats des sociétés en participation sont comptabilisés dans la rubrique « quote-part d'opérations faites en commun » pour la part revenant à notre société, que celle-ci soit gérante ou non.

2.9. Groupement d'intérêts économiques (GIE)

Les résultats des GIE sont comptabilisés dans la rubrique « Autres produits financiers » pour la part revenant à notre société, que celle-ci soit gérante ou non.

2.10. Prise en compte des résultats de chantier

La société comptabilise les produits et les charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l'avancement qui est généralement déterminée sur la base d'un avancement physique ou d'un avancement par les coûts.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

Les paiements partiels reçus dans le cadre des contrats de construction, avant que les travaux correspondants n'aient été exécutés, sont comptabilisés au passif du bilan en avances et acomptes reçus.

Le chiffre d'affaires déterminé selon la méthode de l'avancement repose sur l'estimation des coûts à terminaison d'un contrat. Cette estimation est susceptible d'être modifiée lors des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements de chiffre d'affaires et éventuellement des provisions pour pertes à terminaison.

2.11. Indemnités de fin de carrière

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite sont couvertes par une provision pour risques et charges.

Le montant provisionné est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel ainsi que de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1. Chiffre d'affaires économique



	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Chiffre d'affaires comptes sociaux	64 570 958 €	68 411 642 €
Chiffre d'affaires complémentaire lié aux SEP	- 76 252 €	- 721 €
Total chiffre d'affaires économique	64 494 470 €	68 410 921 €

Le chiffre d'affaires économique correspond :

- au chiffre d'affaires réalisé directement par la société,
- à la quote-part de chiffre d'affaires réalisé par la société dans les SEP, minoré des énergies facturées aux SEP.

3.2. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2009, notre société est la Mère d'un groupe d'intégration fiscale. En application des articles 223A et 223L et suivants du Code Général des Impôts, elle s'est constituée seule redevable de l'impôt des sociétés du par le groupe, et ce, jusqu'à dénonciation de l'option par une société mère ou par la société filiale.

3.3. Comptes consolidés

La Société est la Société Consolidante du Groupe NGE.

3.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes des commissaires aux comptes pour la certification et examen des comptes individuels et consolidés sont listés ci-dessous :

	2020	2019
IFEC	114 750 €	98 550 €
TALENZ ARES AUDIT	137 700 €	137 700 €



NGE
Société par actions simplifiée au capital de 47 561 128 euros
Siège social : Parc d'activités de Laurade, 13103 ST ETIENNE DU GRES
504 124 801 RCS TARASCON

ASSEMBLEE GENERALE DU 24 JUIN 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à :

-Bénéfice de l'exercice	26 582 363,67 euros
- Report à nouveau antérieur	<u>35 680 504,37 euros</u>
 TOTAL	 62 262 686,04 euros

Ainsi qu'il suit :

-A titre de dividendes aux associés, la somme de 17 835 423,00 euros
Soit 3,00 euros par action,

- Le solde, soit la somme de 44 427 445,04 euros
En intégralité au compte Report à nouveau.

Nous vous rappelons que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 non éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 17 835 411,00 euros.

Le paiement sera effectué au plus tard le 30 septembre 2021.

Conformément aux dispositions des articles 243 bis et 117 quater du Code général des impôts, il est précisé qu'en matière d'impôt sur le revenu, le montant brut distribué aux associés personnes physiques est soumis, à titre d'acompte, à un prélèvement forfaitaire à la source, obligatoire et non libératoire de l'impôt, de 12,80 %, sous réserve des cas de dispense sollicitée selon les modalités prévues par l'article 242 quater du même code.

Ce prélèvement forfaitaire s'impute sur l'impôt sur le revenu dû à raison des revenus auxquels il s'est appliqué et déterminé dans les conditions fixées au 1 de l'article 200 A du Code général des impôts. Si le prélèvement forfaitaire non libératoire est supérieur à l'impôt dû, le surplus est restitué.

A titre de dérogation aux dispositions du 1 de l'article 200 A précité, il est précisé que, sur option expresse et irrévocable du contribuable, les sommes attribuées peuvent, le cas échéant, être retenues dans l'assiette du revenu net global défini à l'article 158 du même code.

Par ailleurs et en application des dispositions des articles L 136-7 et L 136-8 du Code de la sécurité sociale et sous réserve des dispositions de l'article L 131-6 du même code, le montant brut des dividendes fait également l'objet d'un prélèvement à la source d'un taux global de 17,20 % au titre de la contribution sociale généralisée, de la contribution au remboursement de la dette sociale, du prélèvement social et des contributions additionnelles.

L'ensemble de ces prélèvements fiscaux et sociaux est versé au Trésor Public avant le 15 du mois qui suit la mise en paiement du dividende.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 99 303 960,02 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Au cours de l'exercice 2020 et au titre de l'Exercice 2019	Au cours de l'exercice 2019 et au titre de l'Exercice 2018	Au cours de l'exercice 2018 et au titre de l'Exercice 2017
NEANT	<p><u>1/ distribution globale :</u> 12 750 663,58 euros soit 1,94 euros par action.</p> <p><u>2/ dividendes distribués ouvrant droit à l'abattement :</u> Montant 7,76 euros soit 1,94 euros par action détenue par des personnes physiques</p> <p><u>3/ dividendes distribués n'ouvrant pas droit à l'abattement :</u> Montant 12 750 655,82 euros soit 1,94 euros par action détenue par des personnes morales</p>	<p><u>1/ distribution globale :</u> 9 990 211 euros soit 1,52 euros par action.</p> <p><u>2/ dividendes distribués ouvrant droit à l'abattement :</u> Montant 6,08 euros soit 1,52 euros par action détenue par des personnes physiques</p> <p><u>3/ dividendes distribués n'ouvrant pas droit à l'abattement :</u> Montant 9 990 204,92 euros soit 1,52 euros par action détenue par des personnes morales</p>
Décision de distribution		
AGOA du 24 juin 2020	AGOA du 25 juin 2019	AGOA du 25 juin 2018

Vote de l'Assemblée Générale du 24 juin 2021

Cette résolution est adoptée à

Certifiée conforme
Le Président
Société PROMETHEE GROUP
Représentée par Antoine METZGER



INSTITUT FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE

Commissaire aux Comptes titulaire

770 rue Alfred Nobel
Synergie – Le Millénaire
34000 MONTPELLIER



TALENZ ARES AUDIT

Commissaire aux Comptes titulaire

26, boulevard Saint Roch
BP 278
84011 AVIGNON CEDEX 1

N.G.E.

S.A.S. AU CAPITAL DE 47 561 128 EUROS
SIEGE SOCIAL : PARC D'ACTIVITE DE LAURADE
13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES
R.C.S. TARASCON : 504 124 801

R A P P O R T

**DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2020

Ce rapport contient 39 pages

N.G.E.

S.A.S. AU CAPITAL DE 47 561 128 EUROS
SIEGE SOCIAL : PARC D'ACTIVITE DE LAURADE
13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES
R.C.S. TARASCON : 504 124 801

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

A l'Assemblée générale de la société N.G.E,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **N.G.E.** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2020**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 1. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant les impacts de la crise sanitaire Covid-19 sur l'activité de la société.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des immobilisations financières

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les immobilisations financières sont inscrites à l'actif de votre société pour une valeur nette de 330 millions d'euros et constituent l'un des postes les plus significatifs du bilan au 31 décembre 2020. La note 2.4 des annexes aux comptes annuels précise les modalités de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations financières.</p> <p>Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des immobilisations financières sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.</p> <p>A minima, la société estime à chaque clôture de l'exercice la valeur d'inventaire de chacune de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Nous avons considéré la correcte évaluation des immobilisations financières comme un point clé de l'audit dans la mesure où celle-ci est sensible aux estimations et aux hypothèses retenues par la direction et, par conséquent, peut avoir une incidence significative sur les états financiers.</p>	<p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'inventaire des immobilisations financières, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Vérifier la pertinence, de l'approche retenue pour déterminer les valeurs d'inventaire, et des données chiffrées utilisées ; ▶ Examiner la régularité et la permanence des principes et méthodes comptables appliqués ; ▶ Analyser les hypothèses retenues par la direction pour le calcul de la valeur d'inventaire (examen des plans d'affaires, cohérence des hypothèses et paramètres de calcul retenus) ; ▶ Contrôler que l'information donnée dans les comptes annuels et notamment dans la note 2.4 de l'annexe est appropriée.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Délais de paiement

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Autres informations : Prises de participation et de contrôle

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NGE par les statuts constitutifs le 28 avril 2008 pour le cabinet TALENZ ARES AUDIT et par l'assemblée générale du 24 juin 2020 pour le cabinet IFEC.

Au 31 décembre 2020, le cabinet TALENZ ARES AUDIT était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet IFEC dans la première année, dont respectivement sept et une année depuis que la société NGE est entrée dans le périmètre des entités d'intérêt public tel que défini par les textes européens.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe 1 du présent rapport et en fait partie intégrante.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Montpellier et Avignon, le 09 juin 2021.
Les Commissaires aux Comptes,

**INSTITUT FIDUCIAIRE
D'EXPERTISE COMPTABLE**



Xavier GALAINE
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

TALENZ ARES AUDIT



M. Loïc TAIBOUET
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

Annexe 1

Description détaillée des responsabilités des Commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 162 867	2 832 050	4 330 817	3 620 238
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	143 000	143 000		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	44 923	17 113	27 811	2 105
Autres immobilisations corporelles	7 725 400	3 386 947	4 338 453	404 666
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	2 360 426		2 360 426	1 110 385
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	245 737 790	48 347 530	197 390 260	201 383 644
Créances rattachées à des participations	1 863 750		1 863 750	2 630 164
Autres titres immobilisés	1 027 753		1 027 753	1 776 863
Prêts	41 817 364		41 817 364	26 550 680
Autres immobilisations financières	87 839 111		87 839 111	87 828 062
ACTIF IMMOBILISE	395 722 384	54 726 640	340 995 745	325 306 808
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				107 870
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	15 731 711		15 731 711	20 519 853
Autres créances	418 258 926	2 000 000	416 258 926	378 272 356
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	121 828 692		121 828 692	10 042 232
(dont actions propres : 1 828 692)				
Disponibilités	303 635 812		303 635 812	203 413 845
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 516 655		1 516 655	1 126 613
ACTIF CIRCULANT	860 971 796	2 000 000	858 971 796	613 482 769
Frais d'émission d'emprunts à étaler	3 546 168		3 546 168	3 074 971
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 267 647		1 267 647	270 218
TOTAL GENERAL	1 261 507 995	56 726 640	1 204 781 356	942 134 766



Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 47 761 368)	47 761 368	52 580 056
Primes d'émission, de fusion, d'apport		22 648 250
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	4 820 009	5 258 006
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	484 342	484 342
Report à nouveau	35 680 504	34 414 935
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	26 582 364	17 036 492
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 810 796	1 278 408
CAPITAUX PROPRES	117 139 383	133 700 489
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 267 564	270 218
Provisions pour charges	5 870 574	8 185 541
PROVISIONS	9 138 138	8 455 759
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	71 276 042	71 280 225
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	404 068 713	158 144 870
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	124 929 597	98 931 740
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 203 755	6 469 038
Dettes fiscales et sociales	32 972 156	34 695 305
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 528 032	19 662
Autres dettes	434 414 585	430 436 961
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	1 078 392 879	799 977 802
Ecart de conversion passif	110 955	717
TOTAL GENERAL	1 204 781 356	942 134 766



Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	79 812		79 812	-357 526
Production vendue de services	64 491 146		64 491 146	68 769 168
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 570 958		64 570 958	68 411 642
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 673 080	2 474 066
Autres produits			30 130 920	16 911 584
PRODUITS D'EXPLOITATION			99 374 958	87 797 292
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			14 261	5 287
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			32 639 896	29 988 857
Impôts, taxes et versements assimilés			2 231 259	1 939 500
Salaires et traitements			22 276 640	18 948 324
Charges sociales			14 317 283	12 296 438
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 660 670	1 569 618
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				852 393
Autres charges			62 320	165 140
CHARGES D'EXPLOITATION			76 202 328	65 765 558
RESULTAT D'EXPLOITATION			23 172 630	22 031 734
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			2 819	8 702
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			27 908 781	18 829 773
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 600 844	3 733 834
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			386 000	912
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			31 895 625	22 564 519
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			997 346	679 748
Intérêts et charges assimilées			9 819 612	7 673 604
Différences négatives de change			116 231	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			10 933 189	8 353 352
RESULTAT FINANCIER			20 962 436	14 211 167
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			44 137 885	36 251 604



Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	206 524	73 374
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 638 050	1 835 414
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	7 654 408	2 166 351
PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 498 982	4 075 139
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 623 712	11 225 021
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 344 889	4 430 586
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	22 630 897	10 425 541
CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 599 499	26 081 148
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-21 100 517	-22 006 010
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	536 335	97 160
Impôts sur les bénéfices	-4 081 331	-2 888 058
TOTAL DES PRODUITS	142 772 383	114 445 652
TOTAL DES CHARGES	116 190 020	97 409 160
BENEFICE OU PERTE	26 582 364	17 036 492



Annexe



ANNEXE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Opérations sur le capital :

- 05 février 2020 : acquisition par NGE de 547 496 actions propres appartenant à BPI Finances afin de réaliser une réduction de capital.
- 06 février 2020 : afin de financer cette réduction de capital, NGE a souscrit un emprunt adossé à son patrimoine immobilier logé au sein de sa filiale Foncière des Alpilles à hauteur de 32.6 millions d'euros.
- 23 mars 2020 : rachat de 15 500 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.
- 03 juillet 2020 : rachat de 17 240 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.
- 28 septembre 2020 : rachat de 22 100 actions de NGE au FCPE NGE ACTIONNARIAT en vue de leur annulation.

Après ces multiples opérations en capital, notre capital s'établit à 47 761 368 € divisé en 5 970 171 actions de 8 € de valeur nominale.

Titres :

- Cardinal Edifice : NGE a décidé d'augmenter le capital de 7 000 000 € puis de le réduire de 789 880 €. Le capital de Cardinal est fixé à 6 837 180 €, divisé en 97 674 actions de 70 €.
- Agilis : NGE a décidé d'augmenter le capital de 3 038 000 € puis de le réduire de 1 488 000 €. Le capital d'Agilis est fixé à 2 852 000 €, divisé en 92 000 actions de 31 €.

Abandon de créances :

La société NGE a octroyé un abandon de créances à sa fille la société NGE FONDATIONS avec une clause de retour à meilleur fortune. Les conditions de ce retour étant remplies, NGE FONDATIONS a remboursé 3 628 049 €.

Transmission Universelle de Patrimoine :

En date du 23 octobre 2020, NGE décide de dissoudre par anticipation la société Holding SLDERA. NGE détenant la totalité des actions, il a été possible de recourir à la méthode de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), comme prévu par les dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil.

Covid 19 :

Le 11 mars 2020, l'épidémie COVID-19 a été classifiée en pandémie mondiale. Une cellule de crise a été immédiatement constituée au sein de NGE. Notre société comme l'ensemble de son Groupe s'est attachée à conjuguer la sécurité sanitaire de ses collaborateurs et intervenants sur ses sites et la continuité opérationnelle de ses activités essentielles. Le confinement de la population au niveau national a débuté le 17 mars 2020.



Devant la gravité des conséquences de cette crise sanitaire et devant l'impossible pour notre société de faire respecter les gestes barrières, l'ensemble des chantiers a été arrêté le 17 mars 2020. Par conséquent, de nombreux collaborateurs ont été placés en situation de chômage partiel. Ces derniers ont repris progressivement leur activité courant mai 2020.

Des mesures conservatoires ont été prises dès la survenance de la pandémie pour préserver la liquidité du Groupe, avec notamment la suppression de la distribution des dividendes, le report d'échéances d'emprunts et crédit baux. De plus le Groupe a renforcé sa ligne de liquidité avec un Prêt Garanti par l'Etat souscrit auprès de son pool bancaire habituel le 16 juin 2020 d'un montant de 200 millions d'euros.

Cette pandémie mondiale a entraîné pour notre société :

- un report des délais de réalisation des chantiers dans nos filiales entraînant un décalage du chiffre d'affaires,
- un cout de chômage partiel de 149 142 euros (compte 641460),
- une aide de l'Etat au titre du chômage partiel de 142 282 euros (compte 641900),
- Les coûts liés aux gestes barrières représentent 2 690 736 euros.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC n°2014-03 à jour à l'arrêté des comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. Immobilisations incorporelles

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont composées notamment de logiciels amortis sur une durée de 1 à 10 ans.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux,



remises, escomptes de règlements obtenus ou à leur coût de production. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien :

- Agencements – aménagements	5 à 10 ans
- Matériel de bureau	3 à 10 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans

Le montant amortissable d'un actif peut être diminué de la valeur résiduelle. Cette dernière n'est toutefois prise en compte que lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

Les différences d'amortissement entre les amortissements calculés sur les durées d'usage et les amortissements calculés sur les durées d'utilisation font l'objet d'amortissements dérogatoires enregistrés en charges exceptionnelles et au passif du bilan en provisions réglementées.

2.3. Cessions d'immobilisations

Les plus ou moins-values résultant des cessions d'immobilisations corporelles sont enregistrées dans le résultat d'exploitation.

2.4. Participations et valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport. Conformément à la réglementation comptable sur les actifs, l'entreprise a choisi d'incorporer les frais accessoires au coût d'acquisition des immobilisations financières.

Les frais d'acquisition des titres font l'objet d'amortissements dérogatoires enregistrés en charges exceptionnelles et au passif du bilan en provisions réglementées, l'amortissement est calculé sur une base de 5 ans en mode linéaire.

Les Valeurs Mobilières de Placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Les Autres Immobilisations Financières contiennent les malis techniques dédiés aux titres de participation en vertu de la directive comptable unique du 01/01/2016.

2.5. Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, le poste créances inclut notamment :

- Le poste clients correspond à des situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou prestations,
- les facturations à établir correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.6. Autres Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

2.7. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au



cours de fin d'exercice. La contrepartie des dettes et créances ainsi évaluées figure en écarts de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision.

2.8. Sociétés en participation (SEP)

Les résultats des sociétés en participation sont comptabilisés dans la rubrique « quote-part d'opérations faites en commun » pour la part revenant à notre société, que celle-ci soit gérante ou non.

2.9. Groupement d'intérêts économiques (GIE)

Les résultats des GIE sont comptabilisés dans la rubrique « Autres produits financiers » pour la part revenant à notre société, que celle-ci soit gérante ou non.

2.10. Prise en compte des résultats de chantier

La société comptabilise les produits et les charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l'avancement qui est généralement déterminée sur la base d'un avancement physique ou d'un avancement par les coûts.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

Les paiements partiels reçus dans le cadre des contrats de construction, avant que les travaux correspondants n'aient été exécutés, sont comptabilisés au passif du bilan en avances et acomptes reçus.

Le chiffre d'affaires déterminé selon la méthode de l'avancement repose sur l'estimation des coûts à terminaison d'un contrat. Cette estimation est susceptible d'être modifiée lors des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements de chiffre d'affaires et éventuellement des provisions pour pertes à terminaison.

2.11. Indemnités de fin de carrière

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite sont couvertes par une provision pour risques et charges.

Le montant provisionné est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel ainsi que de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1. Chiffre d'affaires économique



	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Chiffre d'affaires comptes sociaux	64 570 958 €	68 411 642 €
Chiffre d'affaires complémentaire lié aux SEP	- 76 252 €	- 721 €
Total chiffre d'affaires économique	64 494 470 €	68 410 921 €

Le chiffre d'affaires économique correspond :

- au chiffre d'affaires réalisé directement par la société,
- à la quote-part de chiffre d'affaires réalisé par la société dans les SEP, minoré des énergies facturées aux SEP.

3.2. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2009, notre société est la Mère d'un groupe d'intégration fiscale. En application des articles 223A et 223L et suivants du Code Général des Impôts, elle s'est constituée seule redevable de l'impôt des sociétés du par le groupe, et ce, jusqu'à dénonciation de l'option par une société mère ou par la société filiale.

3.3. Comptes consolidés

La Société est la Société Consolidante du Groupe NGE.

3.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes des commissaires aux comptes pour la certification et examen des comptes individuels et consolidés sont listés ci-dessous :

	2020	2019
IFEC	114 750 €	98 550 €
TALENZ ARES AUDIT	137 700 €	137 700 €



Informations Bilan et Résultat



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 920 439		1 385 427
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 700		38 223
Installations générales, agenc., aménag.	32 915		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 118 955		6 575 450
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	1 110 385		2 360 426
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 268 954		8 974 100
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	235 544 632		20 156 616
Autres titres immobilisés	2 076 863		900
Prêts et autres immobilisations financières	114 378 743		33 094 426
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	352 000 238		53 251 942
TOTAL GENERAL	360 189 632		63 611 470

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			7 305 867	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			44 923	
Installations générales, agencements divers			32 915	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 920	7 692 485	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	1 110 385		2 360 426	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 110 385	1 920	10 130 750	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		8 099 708	247 601 540	
Autres titres immobilisés		1 050 010	1 027 753	
Prêts et autres immobilisations financières		17 816 694	129 656 474	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		26 966 412	378 285 768	
TOTAL GENERAL	1 110 385	26 968 332	395 722 384	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 300 201	674 849		2 975 050
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 595	12 517		17 113
Installations générales, agenc. et aménag. divers	13 452	5 486		18 938
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	733 752	2 635 336	1 078	3 368 009
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	751 798	2 653 340	1 078	3 404 060
TOTAL GENERAL	3 052 000	3 328 188	1 078	6 379 110

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL		1 530					1 530
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations					783		-783
Install. Tech.		1 030					1 030
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		196 301			59 725		136 575
Embal récup.							
CORPOREL.		197 330			60 509		136 821
Acquis. titre	394 037						394 037
TOTAL	394 037	198 861			60 509		532 388

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	3 074 971	1 803 679	1 332 482	3 546 168
Primes de remboursement des obligations				



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 278 408	592 897	60 509	1 810 796
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 278 408	592 897	60 509	1 810 796
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	6 377 936		507 362	5 870 574
Provisions pour impôts	1 807 605		1 807 605	
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	270 218	2 997 346		3 267 564
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 455 759	2 997 346	2 314 967	9 138 138
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	25 744 530	24 138 000	1 535 000	48 347 530
Dépréciations autres immobilis. financières	6 086 294		6 086 294	
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	2 086 000		86 000	2 000 000
DEPRECIATIONS	33 916 824	24 138 000	7 707 294	50 347 530
TOTAL GENERAL	43 650 991	27 728 243	10 082 770	61 296 464

Dotations et reprises d'exploitation			507 362
Dotations et reprises financières		997 346	386 000
Dotations et reprises exceptionnelles		26 730 897	9 189 408

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 863 750	1 863 750	
Prêts	41 817 364	5 909 073	35 908 291
Autres immobilisations financières	87 839 111		87 839 111
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	15 731 711	15 731 711	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 783 394	1 783 394	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	979 239	979 239	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 075 972	2 075 972	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	240 628 742	240 628 742	
Débiteurs divers	172 791 579	172 791 579	
Charges constatées d'avance	1 516 655	1 516 655	
TOTAL GENERAL	567 027 517	443 280 115	123 747 401
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	33 081 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	17 814 316		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	71 276 042	71 276 042		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	200 026 856	200 026 856		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	204 041 857	30 647 162	159 045 248	14 349 448
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 203 755	9 203 755		
Personnel et comptes rattachés	6 066 079	6 066 079		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 286 787	2 286 787		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	23 989 345	23 989 345		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	629 945	629 945		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 528 032	1 528 032		
Groupe et associés	124 929 597	124 929 597		
Autres dettes	434 414 585	434 414 585		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 078 392 879	904 998 184	159 045 248	14 349 448
Emprunts souscrits en cours d'exercice	274 900 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	28 793 543			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				



Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418000	CLIENTS FACTURES A ETAB.	94 765,88	1 040 481,68	-945 715,80
418200	FACTURES GROUPE A ETABLIR	6 048 466,34	13 164 121,94	-7 115 655,60
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		6 143 232,22	14 204 603,62	-8 061 371,40
AUTRES CREANCES				
428700	IJSS REMBTS A OBTENIR	2 063,30	4 509,39	-2 446,09
468700	DIV. PRODUITS A RECEVOIR	189 612,33	254 705,00	-65 092,67
TOTAL AUTRES CREANCES		191 675,63	259 214,39	-67 538,76
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		6 334 907,85	14 463 818,01	-8 128 910,16



Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168830	INT. COURUS/EMP.OBLIG.	1 276 041,67	1 280 225,41	-4 183,74
168840	INT. COURUS/EMP.ETS.CRED.	12 291,91	10 455,82	1 836,09
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		1 288 333,58	1 290 681,23	-2 347,65
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES				
408000	FACTURES FOU NON PARVENUE	3 278 395,65	2 729 679,75	548 715,90
408100	FACTURES HON NON PARVENUE	144 888,00	157 148,40	-12 260,40
408110	F.A.R. HON AUXILIARISES	1 677 855,15	1 784 717,82	-106 862,67
408200	FACTURES GPE NON PARVENUE	461 080,77	197 342,48	263 738,29
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		5 562 219,57	4 868 888,45	693 331,12
AUTRES DETTES				
468600	DIVERS CHARGES A PAYER	1 117 276,32	198 036,47	919 239,85
TOTAL AUTRES DETTES		1 117 276,32	198 036,47	919 239,85
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428000	PERSONNEL - NDF		10 133,62	-10 133,62
428100	PERSONNEL - INTERESSEMENT	301 554,00	698 180,00	-396 626,00
428600	PRIMES & GRATIF. A PAYER	4 100 000,00	3 400 000,00	700 000,00
428850	PROV.REDUC.TEMPS TRAVAIL	138 377,41	304 691,19	-166 313,78
428860	PROV CPTÉ EPARG TPS RTT	86 695,98		86 695,98
438000	ORGANISMES SOCIAUX A PAYE	850 407,05	644 346,09	206 060,96
448600	ETAT - CHARGES A PAYER	215 843,00	215 843,00	
448650	ETAT - TAXE A PAYER AUX	66 608,00	291 502,00	-224 894,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		5 759 485,44	5 564 695,90	194 789,54
TOTAL CHARGES A PAYER		13 727 314,91	11 922 302,05	1 805 012,86



Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTAT. D'AVANCE	1 516 655,34	1 126 613,21	390 042,13
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 516 655,34	1 126 613,21	390 042,13



Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	5 970 170	2 153 018	602 336	8
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles	1		2 153 018	8
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs			133 700 489
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs			133 700 489
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital		4 818 688	
Variations des primes liées au capital		22 648 250	
Variations des réserves		437 997	
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées		60 509	592 897
Autres variations		15 770 923	
Résultat de l'exercice			26 582 364
		SOLDE	16 561 106
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			117 139 383



Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERT DE CHARGES	2 820 741	791000
T.C REMBOURSEMENT D'ASSURANCES	457 979	791100
T.C CNETP INTEMPERIES	110 179	791200
T.C GFC BTP	33 292	791300
T.C CNETP RETRAITE	309 498	791400
T.C I.J CAISSE RETRAITE	50 528	791500
T.C AVANTAGES EN NATURE	383 498	791600
TOTAL	4 165 715	



Nature des charges	Montant	Imputation au compte
OPERATIONS DE GESTION	26	671000
COUVERTURE IFC	1 791 197	671000
PENALITES AMENDES FISCALES	-622	671200
CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	46 816	672000
CESSION DE TITRES	10 000	675002
MALI DE LIQUIDATION	2 266 524	678200
MALI SUR RACHAT D ACTIONS PROPRES	68 366	678300
PERTES EXCEPTIONNELLES	5 786 294	678800
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	592 897	687250
PROVISIONS POUR RISQUES/DEPRECIATION	22 038 000	687500/687600
TOTAL	32 599 498	
Nature des produits	Montant	Imputation au compte
OPERATIONS DE GESTION	159 315	771000
PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	47 209	772000
CESSION DE TITRES	10 000	775002
PRODUITS EXECPTIONNELS SUR OPERATIONS	3 628 050	778800
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	60 508	787250
PROVISIONS POUR IMPOT	1 807 605	787500
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 786 294	787600
TOTAL	11 498 981	



Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	44 137 884	2 242 607	41 895 277
Résultat exceptionnel à court terme	-21 100 516	-1 053 850	-20 046 666
Résultat exceptionnel à long terme			0
Participation des salariés	-536 335	-20 873	-515 462
Crédits d'impôt		-301 026	301 026
Intégration fiscale		-5 270 412	5 270 412
Contrôle fiscale		322 224	-322 224
RESULTAT COMPTABLE	22 501 033	-4 081 330	26 582 363



Engagements financiers & autres informations



Engagements financiers donnés
et reçus

Engagements donnés		montant hors bilan
Nantissements de Titres		263 691 857
Gages espèces		970 000
Avals et cautions donnés		272 365 141
	ARKEA	8 726 089
	ATRADIUS	604 380
	BNP PARIBAS	43 419 823
	BRED	9 506 318
	CACIB	28 852 639
	COFACE	5 499 240
	EULER HERMES France	88 520 417
	LCL CREDIT LYONNAIS	17 335 053
	NATIXIS	28 852 639
	SOCIETE GENERALE	29 551 825
	Swiss RE International SE	11 496 718
Engagements donnés sur crédits		22 705 412
	AGILIS	201 685
	CALCAIRES CATALANS	1 439 749
	GME ENROBES	687 443
	GRANULATS DE L'EST	945 000
	GUINTOLI	3 325 036
	MAURI SABLIERES DE BRAM	349 405
	NGE FONDATIONS	1 852 208
	NGE GENIE CIVIL	7 311 500
	ROCS	439 117
	SEGAUTO	3 927 121
	SIORAT	203 454
	STE DES ENROBES GENEVOIS	253 141
	TSO	1 641 877
	TSO SCI LES CADAUX	128 675
Engagements donnés sur crédits BAIL		11 379 585
	002SEP - NGE SEP	2 722 969,79
	EHTP	186 679,03
	GUINTOLI	3 030 798,66
	MULLER TP	62 558,14
	CARDINAL EDIFICE	671 097,65
	NGE FONDATIONS	48 764,80
	AGILIS	647,49
	CALCAIRES DU DIJONNAIS	60 196,69
	LIANTS DU SUD OUEST	104 260,52
	CAZAL	155 106,45
	TSO	4 336 505,60
Autres engagements		
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		571 111 995
Engagements reçus		montant hors bilan
Titrisation :		428 710 036
	EHTP	41 053 332
	GUINTOLI	135 107 707
	NGE FONDATIONS	41 344 715
	AGILIS	20 702 750
	MULLER TP	8 478 132
	NGE GC	72 062 686
	SIORAT	20 900 245
	CAZAL	17 624 406
	TSO	21 016 150
	TSO CATENAIRE	19 077 352
	CARDINAL	5 514 939
	NGE INFRANET	25 827 624
Cautions		160 123 500
Abandon en compte courant avec retour à meilleur fortune		48 121 951
	CARDINAL EDIFICE (2019)	11 000 000
	CARDINAL EDIFICE (2018)	11 100 000
	NGE GENIE CIVIL (2018)	3 000 000
	NGE GENIE CIVIL (2017)	2 650 000
	NGE FONDATIONS (2018)	971 951
	AGILIS (2018)	2 600 000
	SOC (2017)	1 500 000
	SLD TP (2018)	2 900 000
	HOLDING TPRN (2018)	800 000
	LACIS (2018)	500 000
	NGE CONTRACTING (2018)	6 100 000
	MULLER TP (2018)	5 000 000
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		636 955 488

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZ
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
ETAM	116	
CADRE	200	
TOTAL		316



Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
NGE Parc d'Activités de Laurade 13103 SAINT ETIENNE DU GRES	SAS	47 761 368	100,00 %



Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
STE NVELLE DE PROMOTION TOULOUSAIN TOULOUSE	37 000 (10 762)	100,00%	9 291 9 291	202 000	(479)
NGE CONTRACTING PARIS	1 000 000 1 943 094	100,00%	1 000 000 1 000 000	71 539 000 95 834 761	6 271 251 (2 609 775)
EHTP SAINT ETIENNE DU GRES	2 900 000 3 222 428	100,00% 6 000 000	6 438 204 6 438 204	13 327 000 19 222 515	107 916 619 5 301 936
GUINTOLI SAINT ETIENNE DU GRES	20 000 000 14 412 183	100,00%	43 247 297 43 247 297	7 500 000 9 155 751	462 262 355 (702 095)
MULLER TP COIN LES CUVRY	1 000 000 (354 957)	100,00%	1 500 000 1 500 000	3 529 000 223 885	24 825 783 (230 339)
NGE GENIE CIVIL SAINT ETIENNE DU GRES	4 000 000 (1 820 319)	100,00%	10 000 000 10 000 000	30 455 859	218 569 064 (1 616 482)
REHACANA SAINT ETIENNE DU GRES	200 000 566 328	100,00%	270 000 270 000	490 000 47 402	8 686 776 274 595
SOC ST MEDARD EN JALLES	1 261 600 548 511	100,00%	5 753 480 5 753 480	772 000 1 312 292	21 548 013 98 343
LPF TP BORDEAUX	200 000 (42 708)	100,00%	352 031 352 031		4 793 038 84 387
CARRIERE DE BAYSSAN SAINT ETIENNE DU GRES	425 000 815 375	100,00% 59 925	1 609 000 1 609 000		296 079 168 432
LACIS SAINT ETIENNE DU GRES	150 000 (18 358)	100,00%	290 000 290 000	3 970 000	25 818 971 (12 506)
SEGAUTO ST ETIENNE DU GRES	1 000 000 5 293 611	100,00% 3 500 000	3 650 000 3 650 000	3 000 000	15 686 668 2 540 482
HOLDING TPRN ST ETIENNE DU GRES	100 000 (2 204 722)	100,00%	100 000	329 000	(31 053)
CARDINAL MAURE DE BRETAGNE	6 837 180 416 815	100,00%	53 297 148 12 297 148	6 874 050	103 438 345 (9 299 220)
NGE FONDATIONS SAINT-PRIEST	3 017 232 3 654 641	100,00% 2 011 488	34 134 881 34 134 881	3 600 000 221 342	160 234 253 845 249
CARRIERE DE BOULBON SAINT ETIENNE DU GRES	40 000 57 211	100,00%	44 000 44 000	133 503	14 579 (9 050)
PLATEFORME SAINT ETIENNE DU GRES	7 500 259 430	100,00%	12 490 12 490		2 386 157 39 387
AGILIS LE THOR	2 852 000 1 298 192	100,00%	6 205 967 3 167 967	5 246 000 1 088 196	65 422 509 (2 452 896)
SLD TP TOUL	750 000 (622 298)	100,00%	4 100 000	1 376 517	9 424 762 (196 336)



Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
CALCAIRES DU DIJONNAIS ST ETIENNE DU GRES	500 000 (2 001 379)	74,00%	370 000 370 000	1 683 500	1 380 100 (104 906)
NICOLO ST JEANNET	458 440 258 364	100,00% 471 000	3 208 241 3 208 241		7 689 259 223 635
GMS ENROBES TULLINS	166 670 1 528 724	54,00% 702 000	840 000 840 000		3 733 867 353 406
SERFOTEX SAINT-GERMAIN-DES-PRES	150 000 (2 664)	100,00%	222 606 222 606	69 000	5 919 247 138 475
SIORAT USSAC	1 000 000 2 178 642	100,00%	10 117 000 10 117 000	24 166 000 17 966	67 876 941 (1 019 456)
SGL USSAC	76 200 252 750	95,00% 190 000	970 000 970 000		1 111 865 46 838
LSO BRIVE	320 000 157 348	100,00% 100 000	1 277 595 1 277 595		8 304 174 86 177
SDBE PARIS	38 100 73 653	100,00% 300 000	1 370 000 1 370 000		24 127 272 152 493
ABTP BIARD BERGERAC	135 500 873 585	100,00% 299 726	998 250 998 250		4 778 055 9 847
NGE SAOUDITE RIYAADH		54,00%	109 530		
MISTRAL FINANCES SAINT ETIENNE DU GRES	100 000 (1 045 299)	100,00%	100 000 100 000	7 568 000	-265 790
aNGEI SAINT ETIENNE DU GRES	500 000 (49 557)	100,00%	500 000 500 000		(2 136)
ANTARES PARTICIPATIONS SAINT ETIENNE DU GRES	10 000 (7 329 985)	100,00%	10 000 10 000	17 124 000	(217 651)
TSO CHELLES	10 800 000 8 912 177	100,00% 9 990 000	75 946 445 75 946 445	43 200 000 347 421	138 895 796 21 235 219
NGE CONCESSIONS SAINT ETIENNE DU GRES	50 573 400 5 236 872	100,00% 4 045 872	50 575 269 50 575 269	28 048 000 47 459 228	621 000 (462 815)
GARLABAN FINANCES SAINT ETIENNE DU GRES	10 000 (8 481)	100,00%	10 000 10 000		(2 887)
MONESTIER FINANCES SAINT ETIENNE DU GRES	10 000 (14 413)	100,00%	10 000 10 000	159 000	(7 230)
GME ENROBES TULLINS	50 000 44 188	54,00%	27 000 27 000		2 846 608 42 501
COBALT FINANCES SAINT ETIENNE DU GRES	10 000	100,00%	10 000 10 000	5 000	(5 291)



Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
SCI SAINT MARTINOISE	1 524 (29 736)	99,00%	15 245 15 245	37 000	(1 281)
NGE CONNECT LE HAVRE	1 211 824 521 148	100,00%	2 286 166 2 286 166	280 000	1 684 652 (632 462)
VINTUR SAINT ETIENNE DU GRES	10 000	100,00%	10 000 10 000		
KASTONETHI HORBOURG-WIHR		100,00%	3 720 450 3 720 450		
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
CARRIERES DES PUY PIERRE LE CHASTEL	420 000 137 130	30,00%	577 500 577 500	165 000	1 358 709 60 832
CALCAIRES DU BITTEROIS BEZIERS	750 000 1 288 871	50,00%	2 543 250 2 543 250	1 661 750	5 158 820 (228 703)
SABLIERES DE BRAM MONTREAL	100 000 626 937	50,00%	50 000 50 000	774 298	1 722 613 92 168
STE DES ENROBES DU GENEVOIS TULLINS	600 000 421 107	35,00% 105 000	210 000 210 000		5 554 716 215 114
HOLDING MAURI COUFFOULENS	195 680 4 682 189	35,00%	1 753 468 1 753 468	2 259 148	944 658 (61 226)
CALCAIRES CATALANS SALSES LE CHATEAU	100 000 58 828	50,00%	50 000 50 000	674 105	80 000 195 009
GRANULATS DE L'EST BRAS PANON	75 000 26 846	35,00%	26 250 26 250	1 720 000 412 328	4 246 922 185 121
SEC VOLVIC	50 000 120 574	33,00% 39 270	350 000 350 000	161 700	3 097 727 129 332
GIE A88 BOULOGNE BILLANCOURT		37,66%	3 766 3 766		
NAUJAC PEYCHEMIN ENERGIES LIBOURNE	1 000 (11 135)	18,00%	180 180		
SCI SEMINE CHENE EN SEMINE	10 000	30,00%	3 000 3 000		
GIE TARBES		36,00%	3 900 3 900		
SCI LES JUMEAUX ST ETIENNE DU GRES	1 500	50,00% 94 500	762 762		284 216 273 546
AUTRES TITRES					
FONCIER DES ALPILLES SAINT ETIENNE DU GRES	7 162 280 46 373 161	5,72%	2 023 348 2 023 348	40 000	3 895 223 1 362 691
LES QUES DE ST ETIENNE ST ETIENNE DU GRES	200 (181 948)	5,00%	10 10		(4 827)



Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid. enc aiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
SCCV BRIGNOLES ST ETIENNE DU GRES	1 000 (214 172)	1,00%	10 10	4 810	(236 495)
TOTEM		0,01%	900 900		

